

FÉVRIER 2009

**LES ENTREPRISES
EN CHAMPAGNE-ARDENNE**

BILAN 2008
ET PERSPECTIVES 2009



Sommaire

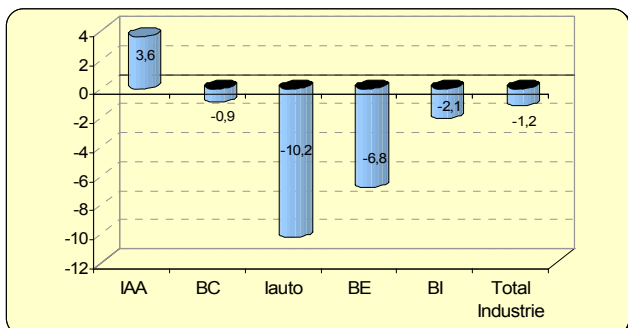
1 L'INDUSTRIE REGIONALE : BILAN 2008	3
1.1 Chiffres d'affaires	3
1.2 Exportations	3
1.3 Effectifs	4
1.4 Investissements	4
1.5 Rentabilité d'exploitation	5
1.6 Délais de paiement	5
2 L'INDUSTRIE RÉGIONALE : PERSPECTIVES 2009	6
3 LES SECTEURS CARACTERISTIQUES DE L'INDUSTRIE REGIONALE	8
3.1 Champagne	8
3.2 Textile-habillement	8
3.3 Travail des métaux	8
3.4 Fonderie	8
4 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	9
4.1 Production 2008	9
4.2 Emploi et investissements 2008	9
4.3 Prévisions 2009	9
5 LE TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES	10
5.1 Résultats 2008	10
5.2 Prévisions 2009	10
6 MÉTHODOLOGIE	11
7 ÉCHANTILLON	11

1. L'industrie régionale : bilan 2008

Chiffres d'affaires, exportations, investissements et emploi se sont repliés, suite au retournement de conjoncture observé depuis l'été dernier.

1.1. Chiffres d'affaires -1,2 %

Évolution 2008/2007 en %

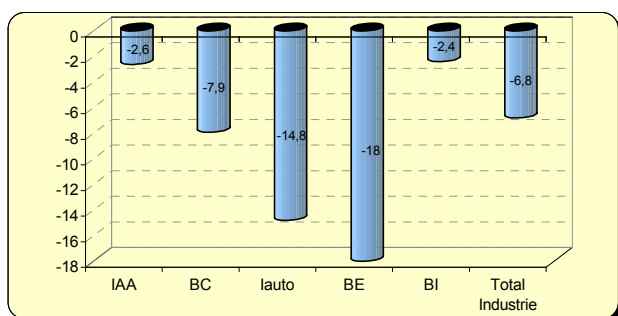


Un ralentissement du total des ventes était attendu. Or, malgré un taux d'inflation s'établissant en moyenne annuelle à 2,8 % (source INSEE), les ventes de l'industrie se sont repliées de 1,2 %. En volume, la contraction de l'activité s'est donc révélée plus marquée, reflétant bien la dégradation de la conjoncture observée dans nos enquêtes mensuelles depuis mai dernier.

Seule la branche des industries agricoles et alimentaires a enregistré une croissance modérée des chiffres d'affaires (+ 3,6 %), essentiellement dans les branches du travail du grain, de la fabrication d'aliments pour animaux et, dans une moindre mesure, dans les industries des viandes et des boissons.

1.2. Exportations - 6,8 %

Évolution 2008/2007 en %



Les chiffres d'affaires à l'exportation affichent un repli de 6,8 %, plus important que le total des ventes. Cette évolution défavorable a concerné tous les secteurs industriels.

La contraction des débouchés extérieurs a été particulièrement importante dans les biens d'équipement (- 18 %), avec un recul marqué dans les équipements mécaniques, alors que les exportations d'équipements électriques et électroniques progressaient sensiblement.

Malgré des résultats satisfaisants dans la pharmacie-parfumerie, les ventes dans les biens de consommation se sont à peine contractées (-0,9 %), notamment dans les équipements du foyer et l'édition-imprimerie.

En revanche, le recul a été plus marqué dans l'industrie automobile (-10,2 %) qui a pâti des difficultés rencontrées par les constructeurs nationaux et internationaux confrontés à des stocks d'inventaires importants.

L'activité dans les biens d'équipement a également diminué sensiblement (-6,8 %). Si l'exercice a été favorable pour les équipements électriques et électroniques (+15,8%), il s'est avéré délicat pour l'équipement mécanique et tout particulièrement pour les fabricants de machines spécifiques.

Dans les biens intermédiaires (-2,1%), les entreprises du textile, du bois et du papier ont enregistré un repli de leurs ventes d'environ 8 %. Ce recul a été moins sensible dans la chimie ou chez les fabricants de composants électriques et électroniques. En revanche, les chiffres d'affaires ont légèrement progressé dans la métallurgie, la transformation des métaux et dans les produits minéraux.

L'évolution des ventes à l'étranger de l'industrie automobile (-14,8 %) a suivi la même tendance que sur le marché intérieur.

Le repli des exportations dans les biens de consommation (- 7,9 %) est imputable à la fabrication d'équipements du foyer, malgré la bonne tenue de l'activité dans l'habillement-cuir, l'édition-imprimerie, et surtout la pharmacie-parfumerie.

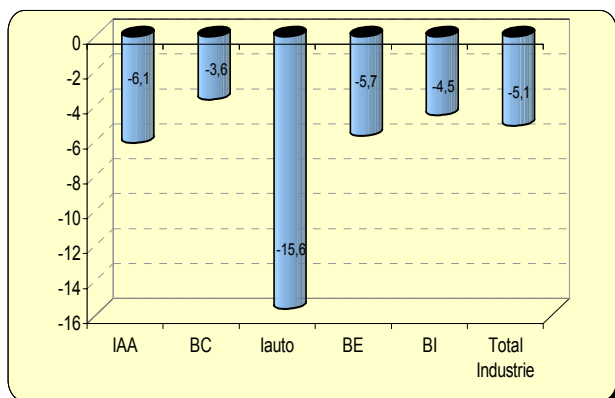
L'essor des ventes observé dans les filières du travail du grain et de la fabrication d'aliments pour animaux a limité la contraction des débouchés des industries agricoles et alimentaires (- 2,6 %), résultant du repli des exportations de boissons.

Enfin, les biens intermédiaires ont enregistré la baisse des ventes extérieures la moins marquée (-2,4 %). Les difficultés rencontrées par le textile ou la chimie et la transformation des matières plastiques ont en effet été atténuées par une progression de l'activité dans les produits minéraux et la métallurgie.

1.3. Effectifs

- 5,1 %

Évolution 2008/2007 en %

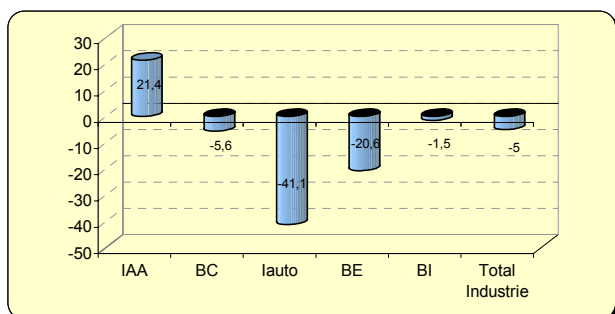


L'effritement continu depuis plusieurs années des **effectifs** s'est poursuivi et même accru en 2008 pour s'élever à plus de 5 %. Cette évolution a concerné l'ensemble des secteurs et les personnels sous contrat temporaire en premier lieu. Faute d'activité suffisante, **l'industrie automobile** a dû procéder à des ajustements sévères (- 15,6 %).

1.4. Investissements

- 5 %

Évolution 2008/2007 en %



Après une année 2008 marquée par un redressement, les entreprises ont resserré leurs **dépenses d'investissement** (- 5 %), dans un contexte de perspectives économiques incertaines. Seules les **industries agricoles et alimentaires** se sont démarquées de cette évolution d'ensemble,

Plusieurs plans sociaux ont ainsi été mis en place, la quasi-totalité des contrats d'intérimaires n'a pas été renouvelée et des mesures de chômage partiel ont été instaurées.

L'ensemble des filières de l'industrie des **biens intermédiaires** a réduit ses effectifs (- 4,5 %), tout particulièrement dans le textile (- 8,6 %), la métallurgie (- 5%), le bois et le papier (- 4,7 %).

Les pertes d'emplois dans les **biens d'équipement** (- 5,7 %) ont essentiellement concerné les unités de fabrication d'équipements mécaniques (- 6,9 %).

Le recul des effectifs a atteint 6% dans **les industries agricoles et alimentaires**, notamment dans les branches des boissons et du travail du grain. Enfin, le repli le moins important a été enregistré dans les **biens de consommation** (-3,6%) avec des embauches dans la pharmacie-parfumerie (+7,3%) mais un recul des effectifs dans l'équipement du foyer (-7,1%) et l'imprimerie-édition (-5,8%).

avec une progression de 21,4 %, issue essentiellement de la filière boissons (+ 24%), ainsi que de celles du travail du grain et de la fabrication d'aliments pour animaux (+ 23 %).

Dans les **biens intermédiaires**, les investissements ont très faiblement reculé (- 1,5 %) malgré les efforts entrepris dans les produits minéraux, la métallurgie et la transformation des métaux, le bois et le papier. A l'inverse, le textile surtout, mais aussi la chimie, ont moins investi.

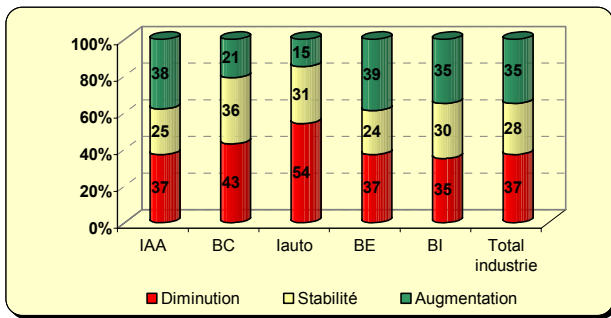
De même, les dépenses ont reculé de 5,6 % dans les **biens de consommation**, affectés dans les spécialités de l'habillement, de la pharmacie-parfumerie et des équipements du foyer, malgré l'effort d'investissement de l'imprimerie-édition.

Enfin, le recul a été plus marqué dans les **biens d'équipement** (- 20,5 %), plus précisément dans les équipements mécaniques, et surtout dans **l'industrie automobile** (- 41 %) qui a gelé un certain nombre de projets.

1.5. Rentabilité d'exploitation



Évolution 2008/2007 (en part d'opinions)



L'évolution de la **rentabilité d'exploitation** a été appréciée de manière très divergente selon les secteurs industriels. 37 % des participants ont estimé qu'elle avait diminué, 35 % qu'elle avait augmenté et 28 % qu'elle avait stagné.

Les filières dans lesquelles elle aurait le plus baissé sont la **fonderie** (62 % des opinions exprimées) et l'**industrie automobile** (54 %).

En revanche, la rentabilité s'est redressée pour 41 % de nos informateurs de la filière des **boissons**, et pour 47 % de ceux exerçant dans le **travail des métaux**.

Concernant le prix des approvisionnements, une plus grande unanimité se dégage. 79 % des chefs d'entreprises estiment qu'il a progressé, cette part dépassant même les 90 % dans les **industries agricoles et alimentaires**. La répercussion n'a pu être que partielle car 65 % seulement des participants ont revalorisé leurs prix de vente.

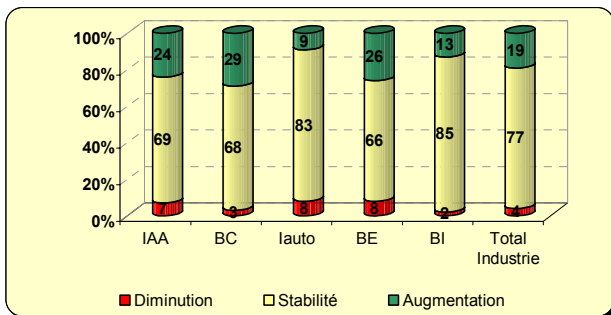
De même, seuls 38 % des responsables de l'**industrie automobile** ont pu accroître leurs tarifs alors que 77 % ont subi une hausse de leurs approvisionnements.

Dans les **biens de consommation**, la moitié des participants ont réévalué leurs prix de vente alors que 78 % d'entre eux étaient confrontés à un renchérissement de leurs approvisionnements.

1.6. Délais de paiement



Évolution 2008/2007 (en part d'opinions)



Pour 77 % des entreprises ayant répondu à l'enquête, les **délais de paiement** de leurs clients n'ont pas varié.

La plus grande stabilité a été observée dans le **textile** et dans la **fonderie**.

Une augmentation très modérée a toutefois été observée dans la filière du **champagne** (pour 30 % des chefs d'entreprise interrogés) et dans les **biens de consommation** (29 % des participants).

2. L'industrie régionale : perspectives 2009

Les chefs d'entreprise ne font pas ou peu de prévisions dans un contexte général caractérisé par l'incertitude et le manque de visibilité. Néanmoins, la tendance défavorable de l'exercice écoulé, notamment en fin de période, devrait se prolonger en 2009.

Chiffres d'affaires



Dans un contexte économique particulièrement incertain, les prévisions pour 2009 ont été difficiles à formuler par les participants à l'enquête, nombre d'entre eux n'ayant pas souhaité émettre la moindre opinion. Les réponses recueillies font néanmoins état d'un repli des **chiffres d'affaires** de l'ordre de 3%, plus accentué que celui observé en 2008, ce qui se traduirait donc par un recul sensible des volumes produits.

Cette perspective s'exprime particulièrement dans l'**industrie automobile** qui, en l'état actuel des carnets de commandes, craint un exercice encore plus difficile que 2008 (-13,6%).

Les **industries agricoles et alimentaires** émettent des prévisions (-2,9%) sensiblement identiques à celles de l'industrie dans son ensemble.

Tel est le cas également dans les **biens intermédiaires** (-3,8%), où le textile, la métallurgie et la transformation des métaux abordent 2009 avec un pessimisme plus marqué.

En revanche, les **biens de consommation** anticipent une stabilité de leur activité (+0,6%).

Dans les **biens d'équipement**, une modeste progression des ventes est attendue (+1,7%), notamment dans les équipements électriques et électroniques.

Exportations



Comme en 2008, le recul des **exportations** (-4,1%) serait plus marqué que celui attendu pour les chiffres d'affaires globaux.

La réduction des débouchés extérieurs de l'**industrie automobile** (-15%) pourrait être aussi marquée qu'en 2008. Dans les **industries agricoles et alimentaires**, un nouveau recul (-1,2%) des ventes étrangères est attendu, avec un retournement de tendance dans le travail du grain et la fabrication d'aliments pour animaux.

Les exportations de **biens de consommation** se replieraient davantage encore (-9,1%) en raison de moins bonnes performances dans l'édition-imprimerie et la pharmacie-parfumerie.

Enfin, le recul des ventes étrangères s'accroîtrait aussi dans les **biens intermédiaires** (-5,7%), principalement dans la métallurgie et la transformation des métaux et les industries du bois et du papier.

Effectifs



Nos informateurs s'attendent à une nouvelle réduction (environ 3%) des **effectifs** dans tous les secteurs industriels, apparemment moins prononcée qu'en 2008.

L'emploi évoluerait peu dans les industries **agricoles et alimentaires** (-0,3%) et des **biens d'équipement** (-0,9%). Dans les **biens de consommation** (-2%), les effectifs se replieraient surtout dans la pharmacie-parfumerie.

Les réductions opérées dans les **biens intermédiaires** (-4%) seraient de même ampleur qu'en 2008 ; toutes les branches seraient concernées, plus particulièrement l'industrie textile et, dans une moindre mesure, la chimie et la transformation des plastiques.

L'**industrie automobile** opérerait de nouveau les ajustements les plus marqués (-4,5%), qui se traduiraient par la poursuite du déploiement de plans sociaux.

Investissements



Pour la seconde année consécutive, les dépenses d'**investissement** devraient globalement fléchir (-2,4%), un peu moins qu'en 2008 toutefois.

Sous l'effet de l'impact de quelques gros projets, les **industries agricoles et alimentaires** seraient les seules à enregistrer une progression (+18%), alors même que la plupart des entreprises limiteraient par ailleurs leurs investissements.

Aucune amélioration d'activité n'étant attendue, **l'industrie automobile** resserrerait ses dépenses aussi significativement (-39,5%) qu'en 2008.

Dans les **biens intermédiaires**, le repli s'accroîtrait (-12%), notamment dans la métallurgie, la transformation des métaux, les produits minéraux et les composants électriques et électroniques.

La diminution (-4,9%) serait bien moindre qu'en 2008 dans les **biens d'équipement**, particulièrement dans les équipements mécaniques.

Les **biens de consommation** pourraient connaître une variation (-8,3%) similaire à celle de 2008, pâtissant de la réduction de programmes dans la pharmacie-parfumerie.

Prix de vente



La majorité des chefs d'entreprise (56%) envisagent une stabilité de leurs **prix de vente**, contre 12% qui pensent les baisser. Bien évidemment, cette évolution dépendra notamment de la variation du prix des matières premières et de l'ensemble des charges. 32% envisagent un ajustement à la hausse de leurs tarifs, cette intention apparaissant la plus prononcée (46%) dans les **biens de consommation**.

A l'inverse, cette anticipation n'est exprimée qu'à hauteur de 26% dans les **biens intermédiaires**, illustration d'un rapport de force défavorable aux entreprises de ce secteur dans un contexte d'activité dégradée.

Rentabilité d'exploitation



Les prévisions apparaissent plus partagées en matière de **rentabilité d'exploitation** : 43% des participants prévoient une stabilité, 39% une diminution et 18% une augmentation. Le pessimisme semble tout particulièrement de mise dans le travail des métaux (69% des chefs d'entreprise envisagent un repli), la fonderie (62%) et l'industrie automobile (62%).

3. Les secteurs caractéristiques de l'industrie régionale

3.1. Champagne

2008	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	↓	↓	↑	→

2009	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	↓	→	↓	→

Le chiffre d'affaires total s'est légèrement effrité (- 1 %) après plusieurs années de développement. Les débouchés à l'exportation se sont restreints (- 4,9 %), particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne. L'emploi a pâti (- 4 %) de ce retournement de tendance. Toutefois, les dépenses d'investissement ont de nouveau progressé significativement (+ 27 %) dans la continuité des exercices précédents, en raison de la poursuite de travaux pluriannuels, notamment l'agrandissement de cuves. 90 % des unités ont subi des hausses de prix de leurs approvisionnements et ont pu augmenter leurs tarifs. La rentabilité d'exploitation a progressé pour 36 % des participants, stagné pour 26 % d'entre eux, et diminué pour 38 %. Les difficultés conjoncturelles attendues en 2009 devraient peser sur les ventes globales de champagne (- 3,9 %) et sur les marchés extérieurs (- 3,7 %). Les effectifs seraient inchangés. En revanche, les investissements seraient moindres avec la fin des principaux gros projets (- 15,2 %). 62 % des participants s'attendent à une stagnation de leurs prix de vente. 47 % anticipent par ailleurs une stabilité de leur rentabilité d'exploitation et 47 % jugent qu'elle devrait régresser.

3.2. Textile-habillement

2008	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	→	↓	↓	↓

2009	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	↓	↓	↓	→

L'exercice a été difficile. Les chiffres d'affaires ont reculé significativement (-6,2 %) malgré un maintien des exportations. Les dépenses d'investissement ont été sévèrement restreintes (-56 %) et les effectifs ont de nouveau été comprimés. Près de 80% des dirigeants ont enregistré une hausse du prix de leurs approvisionnements, 60% ont pu la répercuter sur leurs prix de vente, et 50% d'entre eux ont vu leur rentabilité d'exploitation diminuer.

2009 est abordée avec crainte : un nouveau repli des chiffres d'affaires est attendu (près de 4%), et les débouchés extérieurs se réduiraient (-4,3%). L'emploi reculerait (-3,8%) de nouveau, comme les investissements. Les avis apparaissent très partagés pour la rentabilité d'exploitation et aucune baisse des prix de vente n'est envisagée (55% des chefs d'entreprise s'attendent à une stabilité et 45% penchent pour une revalorisation).

3.3. Travail des métaux

2008	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	↑	↓	↑	↑

2009	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	↓	↓	↓	↓

Les chiffres d'affaires se sont très légèrement tassés (- 0,4 %) malgré un élargissement des ventes sur les marchés étrangers (+ 8,4 %). Comme dans les autres principales filières industrielles, les effectifs ont été comprimés (- 5,1%). En revanche, les dépenses d'investissement ont progressé (+ 14,7 %). 75% des chefs d'entreprise ont observé une augmentation du prix de leurs approvisionnements et seule la moitié d'entre eux ont répercuté ces hausses sur leur tarification. Néanmoins, 48 % ont dégagé une meilleure rentabilité d'exploitation. Les délais de paiement de la clientèle n'ont pas varié pour 87 % des participants.

La baisse des ventes s'accentuerait en 2009 (- 9,3 %). Ce recul serait principalement imputable au marché domestique, le repli à l'exportation restant limité à - 3,4 %. Les effectifs devraient pâtir de nouveau de cette évolution défavorable (- 4,4 %). Les investissements seraient également impactés (- 36,1 %). Enfin, 67 % des participants envisagent de maintenir leurs prix de vente, et 69 % craignent un repli de leur rentabilité d'exploitation.

3.4. Fonderie

2008	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↑	↑	↓	↑	↓

2009	Ca ht	Export	Emploi	Invest.	Rent.
	↓	↓	↓	↓	↓

Les chiffres d'affaires ont progressé de 2,1 % grâce à un bon premier semestre. Le développement à l'exportation a été bien plus ample (+ 12,3 %). Néanmoins, les effectifs ont dû être comprimés (- 3,1 %). Des projets d'investissement ont pu être réalisés (+ 7,4 %). Pour 84 % des chefs d'entreprise, le prix des approvisionnements a augmenté, 46 % d'entre eux jugeant cette hausse comme ayant été très forte. 77 % ont pu procéder à des augmentations de leurs prix de vente, ce qui expliquerait la progression des chiffres d'affaires. 62 % des chefs d'unités observent également un reflux de leur rentabilité d'exploitation, ce qui suppose que la répercussion des hausses de charges sur les prix de vente n'a pas été complète. Les délais de paiement des clients n'ont pas varié au cours de l'exercice.

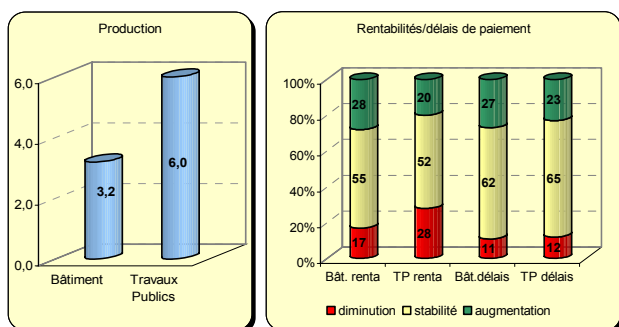
L'effritement des chiffres d'affaires devrait se poursuivre en 2009 (- 1,6 %), avec notamment une contraction notable sur les marchés extérieurs (- 18,1 %). Cette baisse d'activité devrait induire une compression des effectifs (- 4 %) et des dépenses d'investissement (- 10 %). 62 % des dirigeants anticipent une diminution de leur rentabilité d'exploitation. Plus de la moitié d'entre eux n'envisagent pas de variation de leurs prix de vente.

4. Le bâtiment et les travaux publics

Grâce à un début d'année favorable, dans la continuité de 2007, la production a légèrement progressé. La dégradation progressive des carnets de commandes augure d'un exercice 2009 difficile.

4.1. Production 2008

Évolution 2008/2007 en %



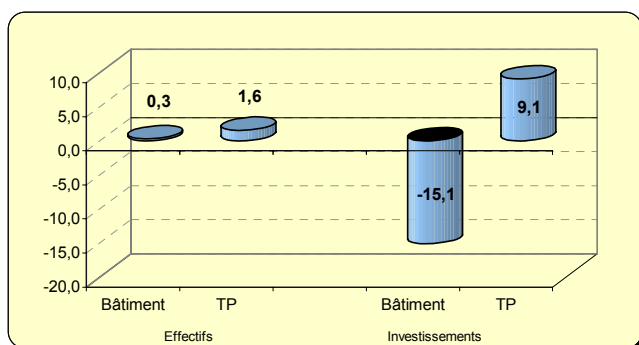
La **production** du **bâtiment** s'est de nouveau globalement développée (+ 3,2 %), mais dans des proportions bien moindres qu'au cours des deux

dernières années, en raison du ralentissement subi au second semestre. L'exercice a été plus favorable pour le gros œuvre (+ 5,7 %) que pour le second œuvre (- 4,2 %). Le contexte général économique et financier a pesé sur la demande des particuliers et des organismes locatifs sociaux. 80 % des entrepreneurs ont dû faire face à un renchérissement de leurs **approvisionnements**, et seuls 44 % d'entre eux ont pu la répercuter sur leurs devis.

La production s'est davantage accrue dans les **travaux publics** (+ 6 %). 88 % des chefs d'entreprise ont subi des hausses des approvisionnements dérivés du pétrole dont le cours a constamment augmenté jusqu'à l'été. La répercussion sur leur tarification a toutefois été moins difficile que dans le bâtiment puisque 62 % de nos informateurs ont rehaussé leurs prix.

4.2. Emploi et investissements 2008

Évolution 2008/2007 en %

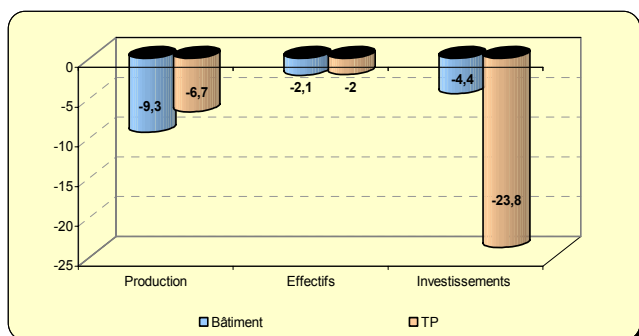


Les **effectifs** ont été quasiment stables dans le **bâtiment** (+0.3 %), les pertes d'emplois dans le gros œuvre (-0.8 %) ayant été compensées par les embauches du second œuvre (+1.5 %). Les **travaux publics** ont renforcé leurs équipes (+1.5 %). Par contre, les **dépenses d'investissement** ont diminué dans le **bâtiment** (-15 %), davantage dans le gros œuvre (-23.7 %) que dans le second œuvre (-7 %). A l'inverse, les entreprises des **travaux publics** ont continué à investir (+9.1 %).

La **rentabilité d'exploitation** s'est maintenue dans un peu plus de la moitié des entreprises du **bâtiment** et des **travaux publics**. La stabilité a également prévalu en matière de **délais de paiement** pour 65 % des participants à l'enquête.

4.3. Prévisions 2009

Évolution 2009/2008 en %



L'année 2009 est abordée avec pessimisme. Les chefs d'entreprise ayant pu formuler des prévisions pâtissent d'une visibilité réduite. Le retournement de tendance observé en milieu d'année 2008 s'accroîtrait pour aboutir à un recul de la **production** dans les **travaux publics**. Cette évolution serait plus marquée encore dans le **bâtiment**, tant en gros œuvre qu'en second œuvre. Les **effectifs** seraient partout réduits en conséquence.

Les **dépenses d'investissement** reculeraient de nouveau, surtout dans les **travaux publics**.

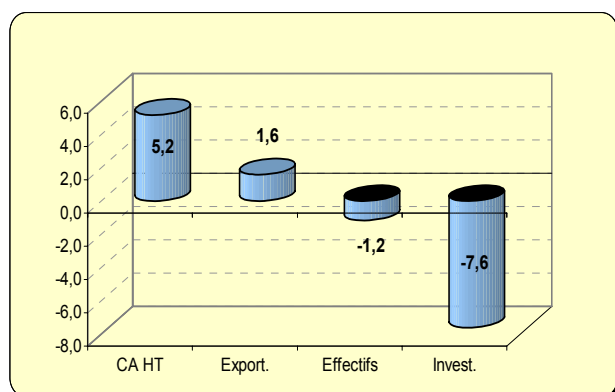
Environ 40% des entrepreneurs du BTP s'attendent à une diminution de leurs **carnets de commandes** en 2009. Par ailleurs, plus du tiers d'entre eux anticipe une baisse de leur rentabilité d'exploitation.

5. Le transport routier de marchandises

Les résultats favorables enregistrés en valeur en 2008 doivent être relativisés en volume eu égard à la forte évolution des prix des carburants. Effectifs et investissements ont été restreints. Les prévisions 2009 sont très incertaines en raison d'un manque important de visibilité.

5.1. Résultats 2008

Évolution 2008/2007 en %



Les **chiffres d'affaires** ont globalement progressé de 5.2 %. Résultant pour une large part de la répercussion des hausses du prix du gasoil

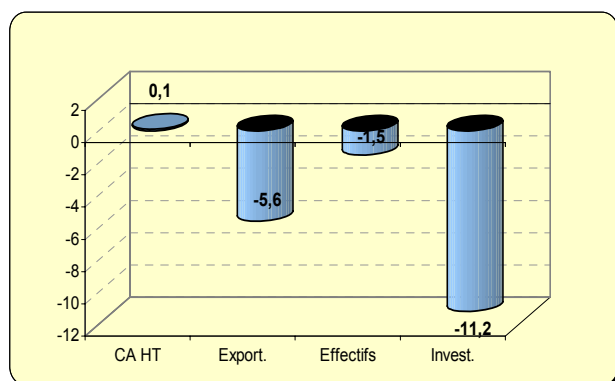
observées jusqu'à l'automne, cette évolution reflète davantage un tassement des volumes d'affaires. 59 % des chefs d'entreprises ont augmenté le tarif de leurs prestations et 55 % d'entre eux ont enregistré une diminution de leur rentabilité.

L'évolution des ventes a divergé entre **transporteurs routiers** (-0.5 %) et **organismes de transport de fret** (+8.8 %), ces derniers ayant pu privilégier l'activité de leurs propres flottes.

Dans ce contexte, les **effectifs** ont plutôt été réduits après avoir été un peu renforcés en 2007. Contrairement à l'an dernier, les **dépenses d'investissement** ont ralenti, principalement dans les transports routiers de marchandises interurbains.

5.2. Prévisions 2009

Évolution 2009/2008 en %



Intégrant les difficultés économiques attendues de leur clientèle, les prévisions des transporteurs sont incertaines et tablent sur une stabilité, au mieux, de leur **courant d'affaires**.

Les **transports routiers de marchandises interurbains** prévoient une quasi-stagnation de leurs prestations, tandis que les **affréteurs** espèrent enregistrer une nouvelle progression d'activité, moindre toutefois qu'en 2008.

A l'**exportation**, les débouchés se réduiraient dans l'ensemble, plus particulièrement dans l'organisation du **transport de fret**. Un nouvel ajustement modéré des **effectifs** devrait être opéré.

Les **dépenses d'investissement** seraient en revanche bien moindres qu'en 2008, surtout chez les **affréteurs**.

L'incertitude est totale quant à l'évolution des **rentabilités** d'exploitation, les avis sur ce point étant strictement partagés, reflet de la dégradation de l'environnement économique et de ses conséquences prévisibles sur la concurrence.

Notre publication mensuelle de conjoncture "Tendances régionales"
est accessible sur le site Internet de la Banque de France

http://www.banque-france.fr/fr/stat_conjoncture/conjonc/Tendances_Regionales/charden.htm

6. Méthodologie

L'enquête a été menée par les cinq unités de la Banque de France en Champagne-Ardenne au cours du mois de janvier 2009, auprès d'entreprises dont le siège est installé dans la région, ainsi que de grands établissements. Les entreprises ayant cessé toute activité au cours de l'exercice écoulé ne sont pas prises en compte.

Collectées dès le début de l'année, sans attendre l'arrêté des comptes de l'exercice 2008, les informations recueillies comportent une part d'estimation : elles doivent donc être interprétées avec prudence.

Les données recensées au titre de l'enquête sont les effectifs totaux au 31 décembre (y compris le personnel intérimaire), le chiffre d'affaires total HT (pour le BTP, la production en prenant en compte la variation des travaux en cours), les exportations, les investissements physiques (crédit-bail inclus). Outre les données de l'année 2008, des prévisions relatives à l'année 2009 ont également été fournies par la plupart des entreprises participantes.

7. Échantillon

1 158 questionnaires ont été envoyés, 638 réponses ont été exploitées

Représentativité de l'échantillon (effectifs 2007 rapportés aux effectifs Assedic au 31/12/2007)			
	Nombre d'entreprises	Effectifs	Taux de couverture en %
Industries agricoles et alimentaires (IAA)	72	9 386	69,6
Biens de consommation (BC)	28	5 731	46,9
Industrie automobile (IA)	13	5 455	92,1
Biens d'équipement (BE)	70	6 478	47,0
Biens intermédiaires (BI)	194	25 897	59,3
Industrie	377	52 947	59,4
Travaux publics	25	1 678	36,6
Gros œuvre	47	2 557	33,5
Second œuvre	114	4 467	26,5
Bâtiment et travaux publics	186	8 702	29,9
Transports routiers de marchandises interurbains	49	3 587	55,1
Transports routiers de marchandises de proximité	19	738	24,6
Affrètement	7	826	41,9
Transport routier de marchandises	75	5151	44,2

Nous remercions vivement les entreprises ayant accepté de participer à cette enquête.

Banque de France - Service des affaires régionales
34 rue Pasteur – BP 510
51006 Châlons-en-Champagne Cédex
Tél : 03 26 66 71 10
Fax : 03 26 66 71 09
Courriel : 0277-EMC-UT@banque-france.fr

Le Directeur de la publication
A. DEBIASI

Le Rédacteur en chef
JP.VANDENBROUCKE